

LA TÉLÉPHONIE MOBILE AU SUD

Le téléphone portable connaît un essor important dans les pays en développement. La communication mobile permet une augmentation des échanges dans les pays où les routes, les services postaux et les lignes fixes sont limités ou peu fiables.

QUEL EST LE SECRET DE CET ESSOR?

Comparées aux infrastructures du téléphone fixe, les antennes du réseau mobile sont plus faciles à installer et moins coûteuses. Pas étonnant, dès lors qu'en Afrique, où le réseau fixe est le plus faible du monde (trois lignes pour 100 habitants), plus de trois utilisateurs sur quatre qui communiquent par téléphone le font grâce au cellulaire.

Contrairement à l'internet, ne pas savoir lire et écrire n'est pas un obstacle pour utiliser un téléphone portable, un atout bienvenu dans de nombreux pays africains dont le taux d'analphabétisme est élevé. Dans un pays comme le Niger, où plus de 7 personnes sur 10 ne savent ni lire ni écrire, cette forme de communication présente un avantage incontestable.

LES PETITES ENTREPRISES

Le téléphone portable est devenu un outil de communication pour les petites entreprises du Sud. Dans des régions où les routes sont mauvaises et les trajets longs, le portable permet d'éviter les déplacements inutiles. Les petits commerçants et les agriculteurs l'utilisent, par exemple, pour contacter leurs fournisseurs et s'informer des prix du marché. Dans les villes, les chauffeurs de taxi et autres prestataires de services, qui sont reliés au réseau mobile, ont constaté une augmentation du nombre de leurs clients.

LA FRACTURE NUMÉRIQUE DU MOBILE

La fracture numérique – c'est-à-dire l'inégalité d'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication – se dessine entre les pays du Nord et du Sud. Contrairement à l'internet, la fracture numérique de la téléphonie mobile apparaît plus fortement au sein même des continents qu'entre ceux-ci.

En Amérique latine, par exemple, les habitants du Venezuela (40% d'utilisateurs) connaissent un accès quatre fois plus grand au téléphone portable que le Honduras (10%). Entre l'Afrique du Sud (43%) et le Bénin (4%), ce rapport équivaut à près de dix.

Par ailleurs, dans les pays en développement, l'accès au portable reste limité à une partie de la population: celle qui vit dans les centres urbains et qui peut s'offrir un téléphone. Les appareils ne sont pas subventionnés par les opérateurs, comme c'est le cas en Europe. Leur coût moyen de 200 dollars est une somme énorme par rapport au pouvoir d'achat local. C'est l'un des obstacles majeurs à la communication mobile. De plus, la couverture des réseaux reste faible dans certaines régions rurales, et ce malgré l'utilité du téléphone portable pour leurs habitants.



Réparation d'une ligne fixe à Libreville devant une publicité du principal opérateur de téléphonie mobile en Sierra Leone. Panos

PORTABLE

7

OPPORTUNITÉS ET RISQUES FUTURS

Offrant un accès à la communication et à l'information dans de nombreuses régions en développement, les réseaux mobiles devraient davantage s'étendre aux zones rurales, souvent délaissées par les opérateurs (lire encadré). Aux nouvelles opportunités offertes par le portable, il faut cependant confronter les conséquences de l'augmentation massive de la demande en téléphones. L'aggravation des problèmes écologiques liés à l'exploitation des ressources naturelles et à l'élimination des déchets en est un exemple.

tg

AU SUD: MULTIPLICATION DES STRATÉGIES

Dans les pays en développement, le téléphone portable s'est aussi imposé comme un des principaux outils de communication. Son utilisation y est pourtant sensiblement différente: prépaiement, partage et réparation sont les mots clés de la pratique dans les pays du Sud.

LE BIP ET LE PRÉPAIEMENT

En Asie, comme en Afrique et en Amérique latine, le prépaiement connaît un grand succès: quatre utilisateurs africains sur cinq y ont recours. Offrant une meilleure maîtrise des coûts, ce mode de paiement est de plus en plus adopté au Nord.

Le «bip», autre stratégie de réduction des coûts, consiste à raccrocher avant que l'interlocuteur ne décroche pour qu'il vous rappelle. Largement répandue en Afrique, cette pratique permet à ceux qui n'en ont pas les moyens de donner un signal et de se faire rappeler.

LE TÉLÉPHONE MOBILE PUBLIC

Perçu comme strictement personnel au Nord, le téléphone portable est un objet communautaire dans de nombreuses régions du Sud. Au Bangladesh, le Village Phone permet aux communautés rurales d'accéder à la téléphonie mobile sans avoir à acheter un appareil ni à payer un abonnement. Le Village Phone fonctionne comme une cabine téléphonique, tenue par un gérant à qui l'on paie les appels sortants et entrants. En plus d'un accès aux télécommunications dans les zones rurales, ce système favorise le commerce local.

LA DEUXIÈME VIE DU TÉLÉPHONE

Dans les pays où les téléphones portables ne sont pas subventionnés par les opérateurs, leur durée de vie est prolongée. Le coût important des appareils pousse en effet leurs utilisateurs à les réparer plutôt qu'à les jeter.



Village phone: le téléphone mobile public au Bangladesh. Grameen Trust



En Afrique, l'utilisation du téléphone cellulaire est souvent collective. Ici à Abidjan *afp*

Quasi inexistantes en Europe, la réparation des portables et la vente d'appareils d'occasion sont des activités prospères tant en Afrique qu'en Asie.

TENDANCES FUTURES

Dans les années à venir, de nouveaux services accessibles à partir du mobile vont certainement connaître un essor rapide dans les pays du Sud. Bien que la téléphonie mobile représente une alternative à certaines infrastructures qui font défaut dans les zones rurales, telles que les routes, la poste ou les services bancaires, elle ne peut se substituer à celles-ci.

tg

PORTABLE

9

LE PRIX DES LÉGUMES PAR SMS

Au Sénégal, l'opérateur mobile Manobi offre un service d'information pour les commerçants et les agriculteurs accessible depuis le téléphone portable. Depuis fin 2003, le service gratuit appelé Xam Marsé, qui signifie ((maîtriser le marché)), communique par SMS des informations sur les prix et les arrivages des fruits et légumes. Les agriculteurs et les petits commerçants peuvent dès lors choisir plus efficacement le lieu de vente de leurs produits, et améliorer ainsi leurs revenus. Ce service a été expressément conçu pour les zones rurales, où l'information sur les prix des marchés n'est pratiquement pas disponible. Le succès rencontré par Xam Marsé incite les opérateurs locaux, qui s'étaient jusque-là concentrés sur les centres urbains, à étendre la couverture et la qualité des réseaux mobiles dans ces régions.

Bien que gratuit, ce service est aussi avantageux pour l'opérateur qui peut ainsi acquérir de nouveaux clients. Il n'est pas étonnant que d'autres opérateurs offrent des services similaires à leurs utilisateurs dans d'autres pays africains.

Source: www.manobi.sn

LE SUD: POUBELLE DU NORD?

Une partie des téléphones portables usagés est envoyée vers les pays en développement. En théorie, ces exportations permettent de prolonger la vie des appareils et d'élargir l'accès des populations du Sud aux télécommunications. Mais, bien souvent, elles servent à se débarrasser des appareils défectueux.

La Convention de Bâle fait la distinction entre les appareils électroniques en bon état et les appareils défectueux, dont elle interdit l'exportation vers les pays en développement (lire encadré en page 10). Pourtant, certains exportateurs jouent sur cette limite et envoient du matériel qui, bien que fonctionnant encore, n'est plus utilisable. Par ailleurs, le principal producteur de déchets électroniques du monde, les Etats-Unis, n'a pas ratifié la convention et exporte 80% de ses déchets électroniques, essentiellement en Chine et en Inde.

CUMUL DES DÉCHETS

Bien que l'envoi de matériel d'occasion vers le Sud, tel que les mobiles ou les ordinateurs, permette l'accès aux nouvelles technologies, les impacts négatifs peuvent être tout aussi importants.

Les appareils exportés ne font qu'augmenter la quantité de déchets que les pays en développement ont déjà de la peine à gérer. De plus, dans les régions sans infrastructures de recyclage, l'élimination des substances toxiques qu'ils contiennent pose de graves problèmes écologiques et sanitaires.

POUR UNE MEILLEURE RÉGLEMENTATION

Des conditions plus strictes doivent donc accompagner l'envoi de matériel électronique. Parmi celles-ci, le bon fonctionnement des appareils et l'existence d'un système de recyclage local (ou le rapatriement des déchets) sont primordiaux.

Il est de la responsabilité des entreprises exportatrices de veiller à la bonne marche de leurs appareils et de celle des gouvernements du Nord et du Sud de faire appliquer les règles internationales.

Un dossier réalisé par Tanja Guggenbühl



Décharge de déchets électroniques au Nigeria. Basel Action Network

LE DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE ET SANITAIRE DES DÉCHETS ÉLECTRONIQUES

Dans les pays où les infrastructures de recyclage sont déficientes, les déchets électroniques en fin de vie, soit jetés dans des décharges, soit traités par des personnes sans formation spécifique, ni protection adéquate. Au sud de la Chine, dans la province de Guangdong, le recyclage des déchets électroniques est une des principales sources de revenus de la population locale – provoque déjà un désastre écologique et sanitaire. Les rivières et les sols y sont pollués par les métaux lourds, tels que le plomb, le cadmium ou le béryllium. Les travailleurs, qui manipulent les vieux appareils pour récupérer le cuivre ou l'or qu'ils contiennent, s'exposent à des gaz toxiques. Ceux-ci présentent des risques importants pour la santé, notamment pour la peau, les voies respiratoires, les reins et le système nerveux.

LA PUCE À L'OREILLE

Supplément du Solidaire n° 185, avril 2006

Editeur: Déclaration de Berne, rue de Genève 52, 1004 Lausanne, tél. 021 620 03 03, fax 021 620 03 00, CP 10-10813-5, www.ladb.ch

Dossier réalisé par Tanja Guggenbühl Idée et collaboration Jean-Claude Huot, Julien Reinhard, Christiane Droz (lectorat) Editeur responsable Raphaël de Riedmatten Graphisme Isabella Carpiceci Impression IAM Renens Photo de couverture O Chris Jordan, 2005, www.chrisjordan.com

La DÉCLARATION DE BERNE est une association suisse qui s'engage pour des relations Nord-Sud plus équitables par des campagnes d'information et du lobbying auprès des décideurs. Elle est financièrement et politiquement indépendante.